



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile



FROM THE AMERICAN PEOPLE



NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS



UNICEF



SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Aperçu des résultats des ERM

Contexte

Depuis 2012, la crise sécuritaire au Mali s'est complexifiée, notamment par la multiplication des épisodes de violence et sa diffusion sur de nouveaux territoires¹. Ce phénomène se reflète dans l'augmentation du nombre de personnes déplacées internes (PDI) depuis début 2018, qui sont passées de 38 172 en janvier 2018 à 311 193 en octobre 2020².

Dans ce contexte, le service de la Commission européenne à la protection civile et opérations d'aide humanitaire (ECHO), et le Bureau américain de l'assistance humanitaire (USAID/BHA) ont mis en place en 2016 le mécanisme de réponse rapide (RRM), dans le but de fournir une assistance aux PDI victimes d'un événement de type exceptionnel, soudain et non cyclique³ dans les plus courts délais, en fonction des résultats des évaluations rapides multisectorielles (ERM), et des capacités des acteurs.

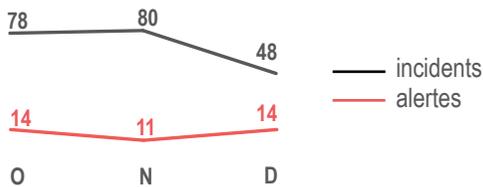
Le RRM est ainsi la principale source d'informations sur les besoins des populations suite à un choc. Dans un contexte d'intensification des déplacements de population, la valorisation de ces informations devient essentielle pour mieux comprendre la situation humanitaire. Cet aperçu présente les principaux résultats des ERM au 4^{ème} trimestre 2020, dans les régions de Gao, de Ménaka, de Mopti, et de Tombouctou. Les informations du RRM présentées dans cette fiche sont issues de la plateforme DHIS2 du RRM⁴ et des rapports ERM.

Évolution de la situation sécuritaire

Une augmentation régulière du nombre d'incidents⁵ a été enregistrée entre août et novembre (38%), suivie d'une considérable diminution en décembre (40%). Cette évolution est inattendue, compte tenu des faits que le nombre d'alertes est restée stable, hormis une légère baisse au milieu du trimestre, et que le suivi de protection a rapporté une augmentation du nombre de violations entre novembre et décembre (de 13%)⁶.

Ces tendances nationales peuvent être mises en perspective par des situations localisées, par exemple à l'échelle régionale. A Mopti par exemple, le nombre de violations de protection était relativement bas entre août et novembre, conséquence probable des accords de paix négociés en août et en septembre, et a en revanche, fortement augmenté en décembre (de 242% par rapport à novembre). Une telle augmentation n'a pas été observée dans les régions de Gao ni de Ségou, où le nombre de violations a, au contraire, diminué⁷.

Évolution des nombres d'alertes du RRM et d'incidents rapportés par ACLED⁵ au cours du 4^{ème} trimestre 2020 :



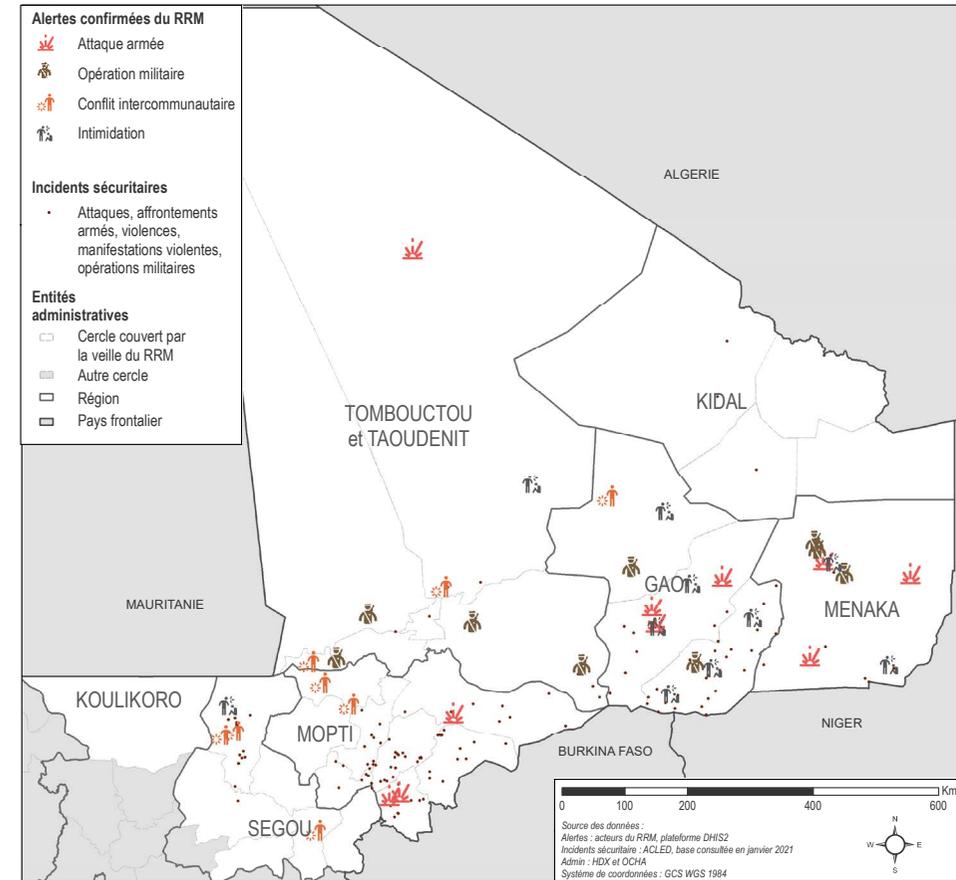
39 alertes
206 incidents
au 4^{ème} trimestre 2020

L'évolution du nombre d'alertes ne suffit pas à dégager une tendance de la situation sécuritaire, puisque le déclenchement de celles-ci dépend du type d'événement, et des capacités des acteurs du RRM. Par exemple dans la région de Mopti, le nombre d'alertes était faible comparativement à celui des autres régions, tandis que le nombre d'incidents restait le plus élevé du Mali. Cela s'expliquerait par des choix de priorisation des événements par les acteurs du RRM, et/ou par le fait qu'une partie leur aurait échappé.

Proportion de localités accueillant de nouvelles PDI au cours des mois précédant les collectes d'octobre et de novembre 2020 par mois dans les régions de Gao, de Mopti et de Tombouctou⁹ :

Région	Octobre	Novembre
Gao	7%	25%
Mopti	8%	14%
Tombouctou	2%	9%

Répartition des alertes et des incidents⁵



Selon les informateurs clés (IC), la proportion de localités accueillant de nouvelles PDI a augmenté dans les régions de Gao, de Mopti et de Tombouctou entre les mois précédant les collectes d'octobre et de novembre 2020. Cependant, le nombre total de PDI a diminué dans ces trois régions entre le début et la fin du trimestre, respectivement de 8%, de 36% et de 48%⁸. Cela pourrait indiquer des mouvements de population plus importants, non capturés par le RRM, ou des destinations plus variées pour les PDI. Les données disponibles ne permettent pas d'apporter une explication précise.

Principaux cercles d'origines des PDI arrivées au cours des mois précédant les collectes d'octobre et de novembre 2020, et % de localités de départ par cercle⁹ :

Région	Cercle	Octobre	Novembre
Gao	Ansongo	47%	50%
Mopti	Bandiagara	26%	23%
Tombouctou	Niafunké et Goundam	25%	25%
	Gourma-Rharous	32%	



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile



USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE



NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS



SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Aperçu des résultats des ERM

GAO

11 ERM

20 140 personnes évaluées
(5 506 ménages)

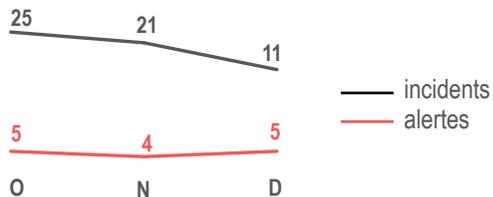
14 alertes
57 incidents

au 4^{ème} trimestre 2020

Contexte

Au 4^{ème} trimestre 2020, la région de Gao était la 1^{ère} région avec le plus d'alertes (36%) et la 2^{ème} région avec le plus d'incidents (28%) après la région de Mopti. Elle concentrait aussi 20% des PDI du Mali, soit 63 315 PDI (13 617 ménages)².

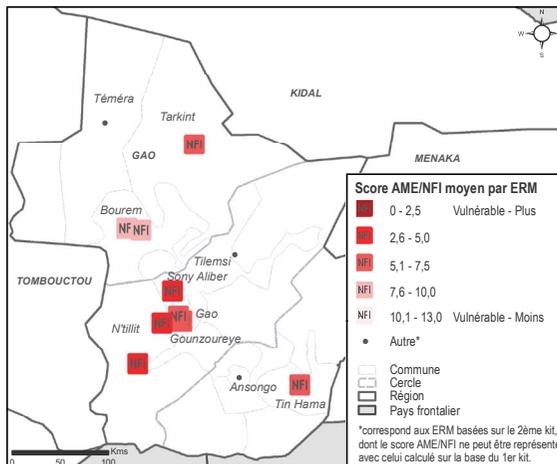
Évolution des nombres d'alertes et d'incidents⁵ au cours du 4^{ème} trimestre 2020 :



L'ensemble des alertes étaient liées à des conflits ou des violences. Les causes étaient diverses : attaques armées¹⁰, conflits intercommunautaires, mais surtout intimidations et menaces. Ces dernières étaient la principale cause des alertes surtout dans le cercle d'Ansongo en décembre. Les IC ont rapporté que le déplacement préventif¹¹ était la principale raison de déplacement dans entre 48% et 52% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹².

NFI Articles ménagers essentiels (AME/NFI)

NB : les différents indicateurs du score AME/NFI et les différentes pratiques opérationnelles des partenaires sont détaillés à la fin de cette fiche.



La quasi-totalité des ERM ont indiqué des scores AME/NFI moyens faibles au 4^{ème} trimestre 2020, compris entre :

- 4,3 à Sony Aliber (Gao) et 9,3 à Bourem pour le 1^{er} score AME/NFI,
- 3,8 à Ansongo, score limite, et 4,5 à Temera (Bourem) pour le 2^{ème} score AME/NFI.

Ces scores relativement bas semblent indiquer un manque généralisé d'AME/NFI, qui ont pu être perdus lors du déplacement et/ou d'un manque plus général y compris dans les familles d'accueil.

Articles pour lesquels les besoins ont été évalués comme étant les plus importants sur l'ensemble des ERM :

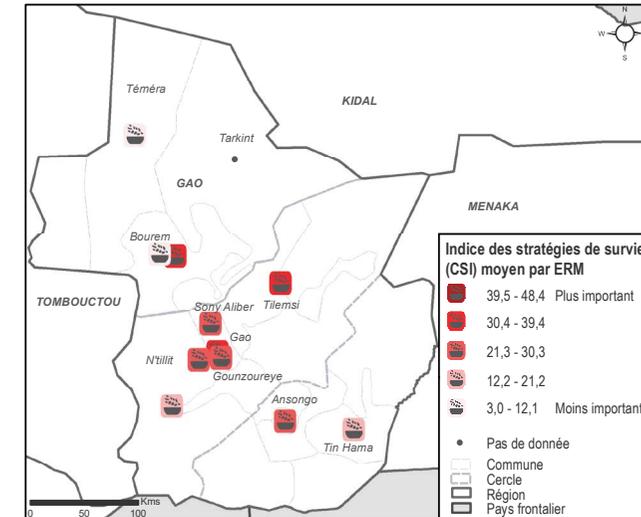
- 1^{er} kit :
- couverture
 - moustiquaire
 - support de couchage

- 2^{ème} kit :
- bassine
 - outil aratoire
 - casserole ou marmite

Le bidon serait l'article ménager essentiel pour lequel les besoins étaient moindres dans toutes les localités évaluées dans le cadre du RRM. Les bidons étaient souvent prêtés par les familles d'accueil, et étaient déjà usagés.

Vivres

NB : les indicateurs du secteur de la sécurité alimentaire sont détaillés à la fin de cette fiche.



Selon les IC interrogés en octobre et novembre 2020 dans le cadre du HSM, les productions propres agricole et pastorale étaient les principales sources de nourriture dans la région de Gao¹². Pourtant, selon les ERM, entre 91% et 100% des ménages étaient sans stock alimentaire, et seulement entre 0% et 3% possédaient du bétail, avec au plus 1% qui avaient un stock pour le nourrir. Le manque généralisé de bétail serait dû au fait que la majeure partie des ménages étaient des éleveurs qui auraient perdu leur troupeau en se déplaçant. La 3^{ème} principale source de nourriture pour la population était l'achat, alors que le manque d'argent a empêché la population d'y avoir un accès régulier dans 32% à 48% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹².

Dans ce contexte, la majeure partie des ERM ont indiqué des Scores de consommation alimentaire (SCA) moyens faibles, avec 63% à 100% des ménages qui avaient un SCA faible, ce qui témoigne du manque de qualité et de diversité des aliments consommés par les ménages.

L'évaluation de Bourem en décembre a indiqué un SCA moyen limite, et les ménages ont moins eu recours aux stratégies de survie que dans les autres localités évaluées. Pourtant, aucun ménage n'a rapporté avoir un stock alimentaire. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les ménages auraient probablement été bien intégrés parmi les familles d'accueil, et pouvaient ainsi partager des repas, et/ou leur emprunter de la nourriture.



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile



FROM THE AMERICAN PEOPLE



NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS



UNICEF



SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Aperçu des résultats des ERM

GAO



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

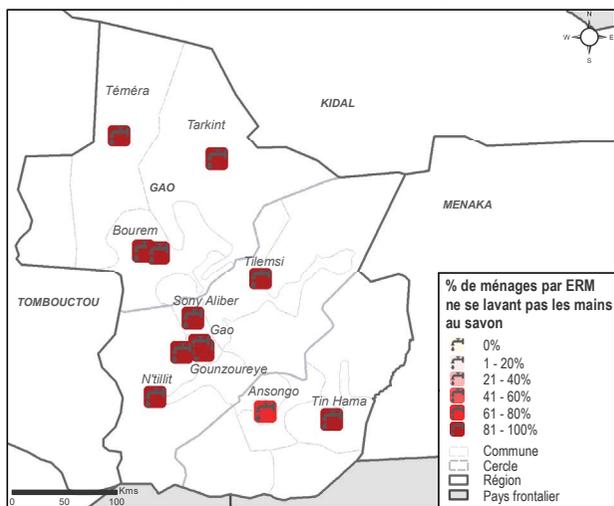
Proportion d'ERM rapportant les première et seconde principales sources d'eau des ménages utilisées pour la boisson, la cuisine, et l'hygiène :



*Pas de source secondaire utilisée par les ménages

La majorité de la population avait accès à une source d'eau à moins de 30 minutes à pied dans plus de la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹². Selon les ERM, les ménages utilisaient en grande proportion des sources non améliorées¹³, dont l'eau était le plus souvent consommée sans traitement, ce qui les exposait à des maladies hydriques. En octobre à Gao et à Bourem, les enquêteurs ont rapporté que les quantités d'eau disponibles étaient insuffisantes. A Gao, les ménages n'avaient pas de source d'eau secondaire, et à Bourem l'eau consommée était l'eau de pluie ou de rivière, les quantités d'eau disponibles étaient donc saisonnières. A Gounzoureye (Gao, octobre), à Tin-Hama (Ansongo, octobre), et à Bourem en décembre, les enquêteurs ont rapporté que l'eau n'était pas traitée par les ménages alors que les sources étaient non améliorées.

Pratiques de lavage des mains par les ménages :



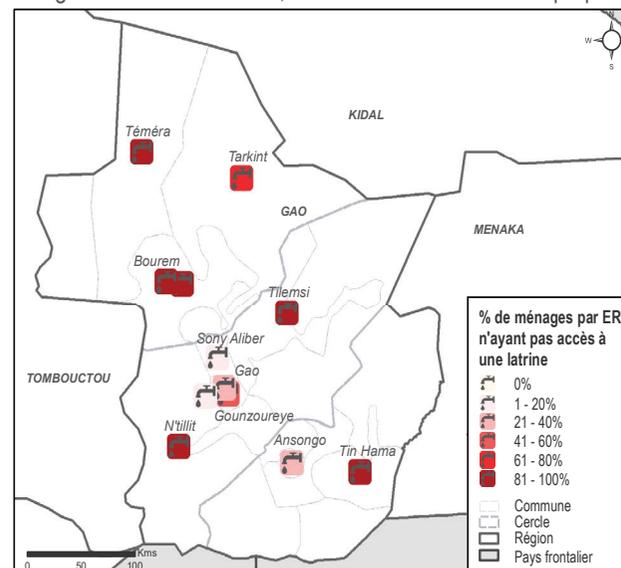
Selon les IC, la majorité de la population se lavait les mains au savon dans environ 30% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹². Cette pratique était très peu répandue dans les localités évaluées dans le cadre du RRM, avec aucune qui présentait une majorité de ménages se lavant les mains au savon : seulement entre 0% (dans 5 localités) et 31%. Dans les localités où la proportion de ménages était la plus élevée, comme à Ansongo (31%), des activités de sensibilisation en EHA ont probablement été dispensées. En effet à Ansongo, 33% des ménages ont rapporté traiter l'eau de façon occasionnelle, ce qui était probablement un second résultat de ces activités de sensibilisation. Dans les autres localités évaluées, aucun ménage n'a rapporté se laver les mains au savon ni traiter l'eau,

alors qu'une majorité s'approvisionnait à une source non améliorée (puits non protégé, eau de surface, ou rivière). Le lavage des mains sans savon s'expliquerait par les difficultés à se procurer du savon, qui ont été rapportées dans plus de la moitié des localités de la région dans le cadre du HSM¹², et du manque général de connaissances sur la nécessité de faire usage du savon. Les ménages évalués dans le cadre du RRM ont en effet rapporté comme raisons principales de la quasi-absence d'usage du savon pour le lavage des mains le manque d'argent, et des pratiques qui seraient pour les ménages des alternatives au lavage des mains au savon, comme par exemple l'utilisation de couverts pour manger, qui limiterait le contact direct des mains avec la nourriture, comme cela a été rapporté par les ménages à Gao en novembre.

Accès des ménages aux latrines :

Selon les IC, la majorité de la population utilisait les latrines dans 39% à 57% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹², surtout dans les cercles de Bourem et de Gao. Les principales raisons de l'inutilisation des latrines étaient l'insuffisance ou l'absence de latrines.

Les données du RRM montrent qu'aucune localité du cercle de Bourem ne présentait une majorité de ménages utilisant les latrines, au contraire une très faible proportion les utilisaient : entre 0% et 20%. Dans les cercles d'Ansongo et de Gao,



les situations étaient plus variables : une majorité de ménages utilisait des latrines à Ansongo, à Gao (dans 2 localités), et à Sony Aliber (Gao). Ces localités évaluées correspondaient probablement à un milieu plus urbain, avec par conséquent un meilleur accès aux latrines qu'à Tin-Hama (Ansongo), N'Tillit et Tilemsi (Gao), où quasiment aucun ménage n'utilisait de latrine.

La défécation à l'air libre (DAL) était donc une pratique persistante, surtout en milieu rural, en raison de l'absence de latrine dans plusieurs localités d'accueil, et/ou de l'habitude préexistante dans les localités de départ, surtout parmi les enfants.

Abris

Une différence peut être observée en ce qui concerne les types d'abris principaux des ménages non-déplacés et déplacés rapportés par les IC en octobre et novembre 2020 dans la région : les premiers vivaient principalement dans des maisons en dur (banco ou ciment), rapporté dans plus de la moitié des localités évaluées dans le cadre du HSM, versus 5% à 13% pour les PDI, qui vivaient majoritairement dans des cases (38% à 57%) ou des habitats en paille (33% à 38%)¹².

L'état des abris des ménages évalués dans le cadre du RRM dépendait du type d'abri : en effet, la plupart des cabanes ont été jugées par les enquêteurs comme ayant des dégâts lourds mais réparables, alors que les abris en banco n'étaient pas endommagés.

Proportion d'ERM rapportant les premier et second principaux abris des ménages :



*Pas d'abri secondaire utilisé par les ménages



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Aperçu des résultats des ERM

MENAKA

5 ERM

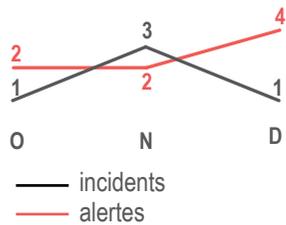
13 274
personnes évaluées
(2 039 ménages)

8 alertes
5 incidents
au 4^{ème} trimestre 2020

Contexte

La région de Ménaka était au 4^{ème} trimestre 2020, la 2^{ème} région avec Tombouctou ayant le plus d'alertes (21%) après la région de Gao, bien qu'étant une des régions avec le moins d'incidents au Mali (2%). La veille du RRM aurait donc été particulièrement efficace dans cette région ce trimestre. Elle concentrait 7% des PDI du Mali, soit 21 144 PDI (3 518 ménages)².

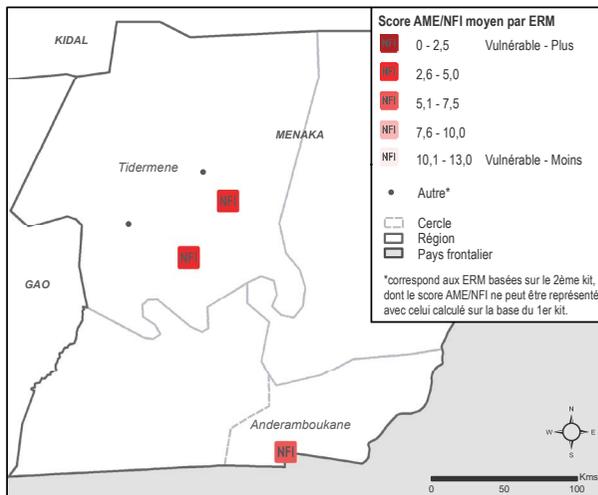
Évolution des nombres d'alertes et d'incidents⁵ au cours du 4^{ème} trimestre 2020 :



Les alertes étaient liées à des opérations militaires, des attaques armées¹⁰, et des menaces et intimidations. Comme au 3^{ème} trimestre 2020, les nombres d'alertes et d'incidents ont évolué de façon différente. Le suivi de protection a rapporté une autre tendance : une diminution du nombre de violations au milieu du trimestre, puis leur stagnation. Les difficultés à dégager une évolution de la situation tiendraient au fait que les acteurs chargés du suivi étaient confrontés à des défis pour assurer la veille dans la région de Ménaka⁶.

NFI AME/NFI

NB : les différents indicateurs du score AME/NFI et les différentes pratiques opérationnelles des partenaires sont détaillés à la fin de cette fiche.



Toutes les localités évaluées présentaient des scores AME/NFI moyens faibles au 4^{ème} trimestre 2020, compris entre :

- 3,8 à Tidermene et 5,6 à Anderamboukhane pour le 1^{er} score AME/NFI (concerne 3 ERM) ;
- 4,3 à Tidermene et à Alata (Tidermene) pour le 2^{ème} score AME/NFI (concerne 2 ERM).

La majorité des ménages évalués selon le 1^{er} score AME/NFI possédait des bidons, mais aucun autre article.

Ces scores relativement bas semblent donc indiquer un manque généralisé d'AME/NFI, qui ont pu être perdus lors du déplacement et/ou d'un manque plus général y compris dans les familles d'accueil.

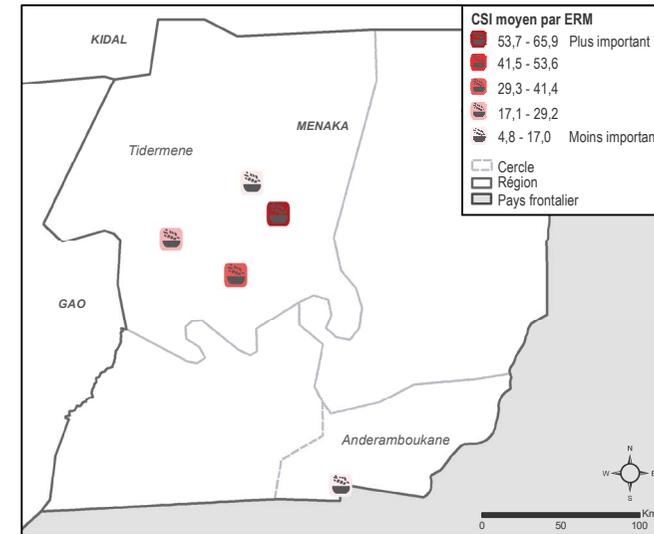
Articles pour lesquels les besoins ont été évalués comme étant les plus importants sur l'ensemble des ERM :

- 1^{er} kit : - couverture
- 2^{ème} kit : - baignoire,
- casserole ou marmite
- outil aratoire,
- support de couchage
- casserole ou marmite

Le bidon serait l'article ménager essentiel pour lequel les besoins étaient moindres dans toutes les localités évaluées dans le cadre du RRM, avec 56% à 83% des ménages évalués sur la base du 1^{er} score AME/NFI qui en avaient un pendant l'évaluation. Ceux-ci étaient souvent prêtés par les familles d'accueil, et étaient déjà usagés.

Vivres

NB : les indicateurs du secteur de la sécurité alimentaire sont détaillés à la fin de cette fiche.



Selon les IC interrogés en octobre et novembre 2020 dans le cadre du HSM, la production pastorale ou agricole et l'achat étaient les principales sources de nourriture de la région, tandis que le marché non fonctionnel et la pénurie de bétail étaient les raisons principales de l'accès limité des ménages à la nourriture¹⁴. Le déplacement aurait pu limiter davantage cet accès : les ménages évalués dans le cadre du RRM se seraient en effet séparés de leur stock alimentaire (entre 73% et 99%) et de leur bétail (100%) en se déplaçant.

Une grande majorité des ménages avaient un SCA faible (entre 86% et 100%), en moins grande proportion à Alata (Tidermene, 51%), ce qui témoigne du manque de qualité et de diversité dans leur consommation alimentaire.

La totalité des ménages avaient aussi recours à des stratégies de survie, dont les plus courantes étaient la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants, et la réduction du nombre de repas consommés par jour. L'importance du recours aux stratégies de survie variait fortement d'une localité à l'autre. En effet, l'indice de stratégies de survie (CSI) moyen passait de 6,3 à Anderamboukhane en décembre, à 65,9 à Tidermene en novembre. Des évaluations supplémentaires permettraient de mieux comprendre ces résultats.



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Aperçu des résultats des ERM

MENAKA

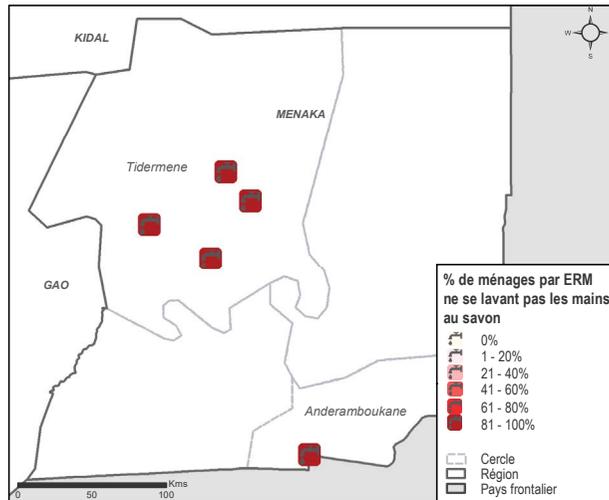


Proportion d'ERM rapportant les première et seconde principales sources d'eau des ménages utilisées pour la boisson, la cuisine, et l'hygiène :



Selon les IC, la majorité de la population avait accès à une source d'eau entre 30 minutes et une heure à pied dans plus de la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁴. Les ménages s'approvisionnaient principalement dans des sources non améliorées¹³. L'eau des sources améliorées utilisée a été décrite par les enquêteurs comme trouble et contenant des débris. A Tidermene en novembre, les ménages ont rapporté qu'ils préféraient boire l'eau des puits non protégés plutôt que celle des forages. Les ménages étaient donc fortement exposés aux maladies hydriques. A Tidermene en octobre, les enquêteurs ont rapporté que 2% des enfants de moins de 5 ans souffraient de diarrhées.

Pratiques de lavage des mains des ménages :



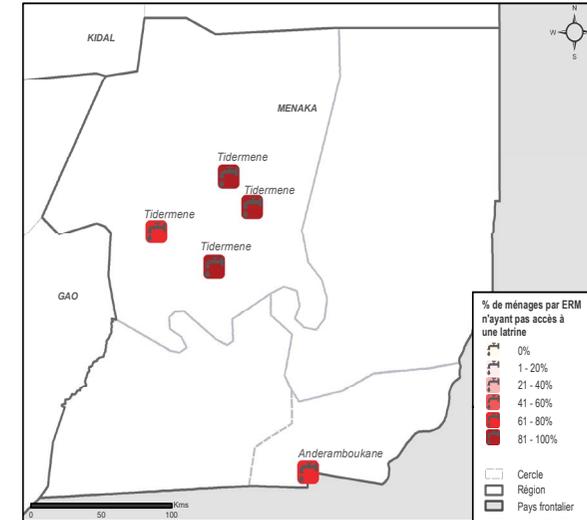
La majorité de la population se lavait les mains au savon dans seulement 8% à 15% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM. Les types de lavage des mains les plus pratiqués étaient à l'eau seule, ou à l'eau accompagnée de cendre ou de sable¹⁴. Aucune localité évaluée dans le cadre du RRM ne présentait une majorité de ménages rapportant se laver les mains au savon, et leur proportion était très faible : entre 0% (dans 3 localités évaluées du cercle de Tidermene) et 12% (dans la localité évaluée du cercle d'Anderamboukane).

La population a eu des difficultés à se procurer du savon dans 80% à 85% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁴. L'accès insuffisant au savon serait donc la principale raison de la quasi-absence de savon pour le lavage des mains.

Accès des ménages aux latrines :

Selon les IC, la majorité de la population utilisait les latrines, dans seulement 25% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁴, surtout dans le cercle de Ménaka, tandis qu'aucune localité évaluée dans le cadre du RRM présentait une majorité de ménages utilisant les latrines : ils étaient entre 0% (dans 3 localités du cercle de Tidermene) et 29%.

La DAL était donc encore une pratique très répandue aussi bien parmi la population que les ménages déplacés. Ceci pourrait s'expliquer par un manque de latrines dans les localités d'accueil et/ou de départ, et l'habitude.



Abris

Une différence peut être observée en ce qui concerne les types d'abris principaux des ménages non-déplacés et déplacés rapportés par les IC dans la région : les premiers vivaient principalement dans des maisons en dur (banco ou ciment), dans environ 40% des localités évaluées dans le cadre du HSM, et des cases (environ 45%). Les PDI vivaient aussi principalement dans des cases (25% à 35%), mais surtout dans des habitats en paille (31% à 63%)¹⁴.

Les ERM ont indiqué qu'aucun ménage n'avait rapporté vivre dans des maisons en dur, ils vivaient principalement dans des cabanes, des tentes en nattes et des habitats en paille. Leur abri a principalement été jugé par les enquêteurs comme totalement détruit dans 2 localités évaluées du cercle de Tidermene, et comme ayant des dégâts lourds mais réparables (2, cercles d'Anderamboukane et de Tidermene), et non réparables (1, cercle de Tidermene).

Proportion d'ERM rapportant les premier et second principaux abris des ménages :





Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile



FROM THE AMERICAN PEOPLE



NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS



Aperçu des résultats des ERM

MOPTI

5 ERM

10 212 personnes évaluées
(1 488 ménages)

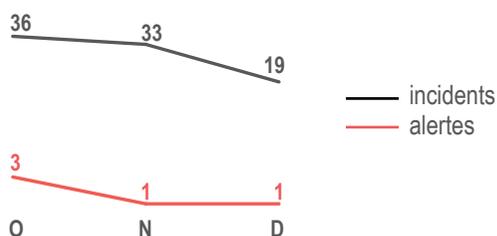
5 alertes au 4^{ème} trimestre 2020

88 incidents

Contexte

La région de Mopti était au 4^{ème} trimestre 2020, la 4^{ème} région ayant le plus d'alertes (13%) après les régions de Gao, de Ménaka et de Tombouctou, mais était la 1^{ère} région avec le plus d'incidents au Mali (43%). Mopti était aussi la région concentrant le plus de PDI : 42%, soit 131 150 PDI (22 905 ménages)².

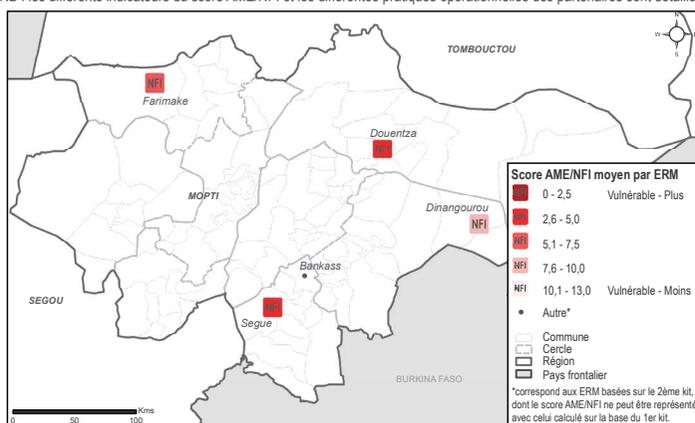
Evolution des nombres d'alertes et d'incidents⁵ au cours du 4^{ème} trimestre 2020 :



Au 4^{ème} trimestre 2020, les alertes étaient principalement liées à des conflits intercommunautaires et à des attaques armées¹⁰. Les IC ont rapporté que les violences dans la localité de départ (dans environ 40% des localités évaluées dans le cadre du HSM), le déplacement préventif¹¹ (23% à 31%), et les tensions intercommunautaires (22% à 36%) étaient les principaux motifs de déplacement dans la région¹⁵.

NFI AME/NFI

NB : les différents indicateurs du score AME/NFI et les différentes pratiques opérationnelles des partenaires sont détaillés à la fin de cette fiche.



Toutes les localités évaluées présentaient des scores AME/NFI moyens faibles au 4^{ème} trimestre 2020, relativement loin du niveau défini comme acceptable, compris entre :

- 2,8 à Segue (Bankass), et 8,5 Dinangourou (Koro) pour le 1^{er} score AME/NFI. Cette dernière évaluation concernait à 95% des sinistrés,
- 4,7 à Bankass pour le 2^{ème} score AME/NFI (une ERM).

La majorité des ménages évalués selon le 1^{er} score AME/NFI possédait des bidons, mais aucun autre article du kit. Ces scores relativement bas semblent donc indiquer un manque généralisé d'AME/NFI, qui ont pu être perdus lors du déplacement et/ou d'un manque plus général y compris dans les familles d'accueil.

Les ménages sinistrés semblaient être dans l'une des situations les moins vulnérables pour le 1^{er} score AME/NFI. Il est possible qu'ils se soient déplacés non loin de leur localité de départ, ce qui leur aurait permis de conserver une partie de leurs AME/NFI. Leur score moyen, bien que moins faible que celui des autres localités évaluées, restait catégorisé comme vulnérable.

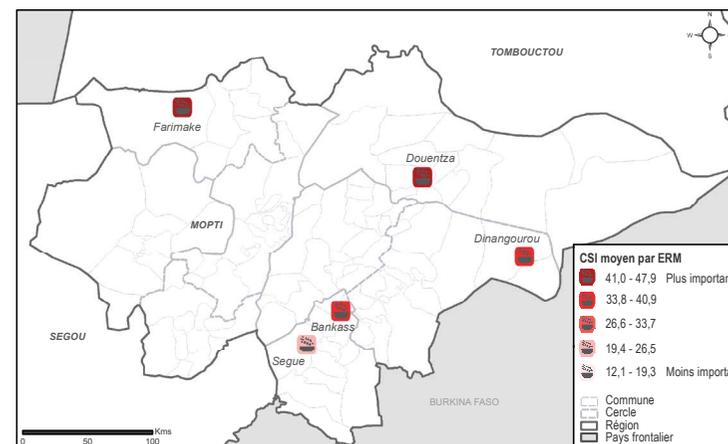
Articles pour lesquels les besoins ont été évalués comme étant les plus importants sur l'ensemble des ERM* :

- | | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|--|
| 1 ^{er} kit : - moustiquaire | 2 ^{ème} kit : - bassine | *Pour 100% des évaluations basées sur les deux kits. |
| - support de couchage | - outil aratoire | |
| | - casserole ou marmite | |

Le bidon serait l'article ménager essentiel pour lequel les besoins étaient moindres dans toutes les localités évaluées dans le cadre du RRM. Les bidons étaient souvent prêtés par les familles d'accueil, et étaient déjà usagés.



NB : les indicateurs du secteur de la sécurité alimentaire sont détaillés à la fin de cette fiche.



Selon les IC interrogés en octobre et en novembre 2020, la production issue de l'agriculture et/ou de l'élevage était la principale source de nourriture dans la région dans 35% à 60% des localités évaluées dans le cadre HSM, tandis que l'accès non sécurisé aux terres représentait le principal facteur contraignant le plus cité pour expliquer le manque d'accès des ménages à la nourriture (53% à 70%)¹⁵.

Cette situation se répercuterait sur la qualité et la diversité des aliments consommés par les ménages. En effet, toutes les ERM ont indiqué des SCA moyens faibles, avec 85% à 100% des ménages qui avaient un SCA faible. Cette situation pourrait en partie s'expliquer par le fait qu'entre 78% et 100% des ménages n'avaient pas de stock alimentaire. La situation semblait particulièrement critique à Segue (Bankass) en octobre, où les ménages ont rapporté ne pas avoir pu cultiver durant deux années de suite avant le déplacement en raison de l'insécurité, alors que le déplacement en 2020 s'est produit juste avant les récoltes. A Dinangourou (Koro) en décembre, la situation des ménages sinistrés semblait relativement meilleure, car 22% d'entre eux avaient un stock alimentaire pour 2 à 3 semaines, probablement en raison du fait que les ménages se seraient déplacés non loin de leur localité de départ, et que les greniers n'auraient pas été détruits par les intempéries.

De plus, la totalité des ménages avait recours à des stratégies de survie, dont les plus importantes étaient la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants, et l'emprunt de nourriture ou la demande d'aide à la famille ou à des proches. Ces recours aux stratégies de survie étaient importants : le CSI moyen de toutes les ERM était de 36,4, ce qui était relativement élevé (il était de 12,1 au 2^{ème} trimestre et de 27,2 au 3^{ème} trimestre).



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile



FROM THE AMERICAN PEOPLE



NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS



unicef



SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Aperçu des résultats des ERM

MOPTI



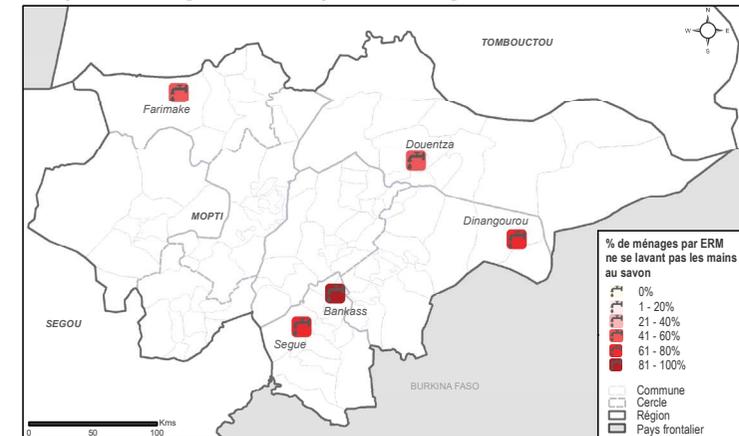
Proportion d'ERM rapportant les première et seconde principales sources d'eau des ménages utilisées pour la boisson, la cuisine, et l'hygiène :



La population avait accès à une source d'eau à moins de 30 minutes à pied dans plus de la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁵. Les ménages évalués dans le cadre du RRM s'approvisionnaient principalement dans une source d'eau améliorée¹³, et dans des sources non améliorées dans une plus faible proportion. L'information sur l'utilisation de l'eau par les ménages provenant des sources améliorées et non améliorées permettrait une meilleure compréhension des risques de maladies hydriques auxquels ces ménages peuvent être exposés.

Le type de récipients utilisés pour le stockage et le transport de l'eau peut aussi renseigner sur des contaminations possibles de l'eau. Par exemple à Dinangourou (Koro), les enquêteurs ont rapporté que les récipients des ménages ne protégeaient pas l'eau (seaux et bidons sans fermeture). De faibles capacités de stockage pourraient engendrer une consommation plus importante des eaux provenant des sources proches des lieux d'habitation, ce qui peut être problématique si celles-ci sont non améliorées. Par exemple à Segue (Bankass), de faibles capacités de stockage ont été rapportées par les enquêteurs, alors que 77% des ménages s'approvisionnaient principalement dans un puits non protégé.

Pratiques de lavage des mains par les ménages :



Selon les IC, la majorité de la population se lavait les mains au savon dans 26% à 30% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁵. Une seule localité évaluée dans le cadre du RRM présentait une majorité de ménages (54%) se lavant les mains au savon. La source principale était l'eau du robinet, qui pourrait garantir un meilleur accès à l'eau qu'ailleurs, tout comme à Farimake (Youwarou, 47%) et à Dinangourou (Koro, 35%), où leur source principale était aussi l'eau du robinet. En revanche,

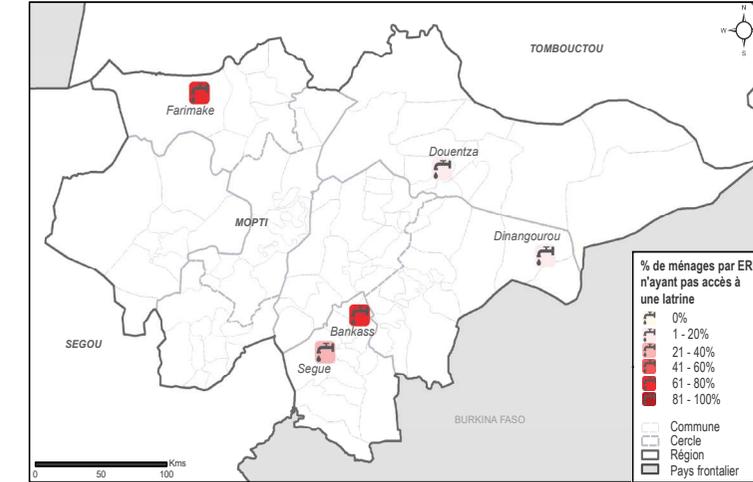
les autres localités présentaient des proportions plus faibles de ménages se lavant les mains au savon : à Bankass (2%) et à Segue (Bankass, 23%), alors que leur source principale était le puits non protégé.

Les disponibilités en eau et en savon rendraient la mise en pratique du lavage des mains au savon aux moments-clés¹⁶ partielle. Par exemple à Farimake, 45% des ménages se lavaient les mains au savon à au moins trois

moments-clés dont : 100% avant de manger et après être allés aux toilettes, 83% avant de cuisiner, 53% après avoir été en contact avec un animal, 10% avant d'allaiter ou après avoir nettoyé un enfant. Les ménages privilégiaient donc des moments-clés par rapport à d'autres, probablement dans un souci d'économiser l'eau et le savon disponibles. Les besoins en savon seraient importants, dans la mesure où la majorité de la population avait eu des difficultés à se procurer du savon dans 34% à 39% des localités évaluées dans le cadre du HSM¹⁵.

Accès des ménages aux latrines :

Selon les IC, la majorité de la population utilisait des latrines dans environ la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁵. Dans 3 localités évaluées dans le cadre du RRM, une proportion

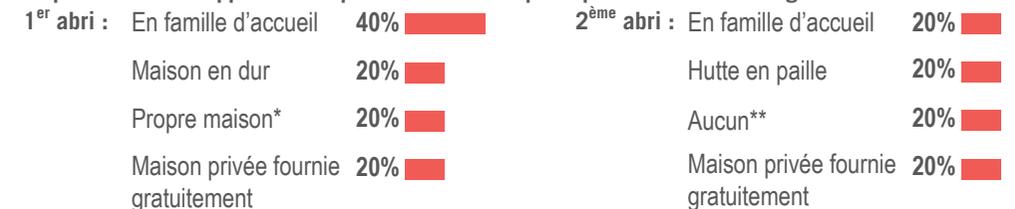


importante de ménages utilisait les latrines : à Douentza (91%), à Dinangourou (Koro, 96%) et à Segue (Bankass, 75%), tandis qu'il y en avait une plus faible proportion à Farimake (Youwarou, 27%) et à Bankass (23%). Des évaluations supplémentaires nous permettraient de mieux comprendre ce résultat.

Abris

Une similitude peut être observée en ce qui concerne les types d'abris principaux des ménages non-déplacés et déplacés rapportés par les IC : les premiers (dans environ 100% des localités évaluées dans le cadre du HSM) et les PDI (75% à 82%) vivaient dans des maisons en dur¹⁵. Les IC ont rapporté que dans 10% à 17% des localités évaluées, des abris avaient été détruits, principalement en raison des inondations. Les abris des familles d'accueil et les maisons privées étaient principalement non endommagés, tandis que les abris dans les localités évaluées en décembre présentaient des dégâts lourds mais réparables : il s'agissait des abris des sinistrés de Dinangourou (Koro), et ceux des déplacés de Bankass. Les ménages étaient donc plus vulnérables face aux intempéries dans ces deux dernières localités.

Proportion d'ERM rapportant les premier et second principaux abris des ménages :



*Résidence des ménages sinistrés.

**Pas d'abri secondaire utilisé par les ménages



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Aperçu des résultats des ERM

TOMBOUCTOU



5 ERM

11 070 personnes évaluées
(1 976 ménages)

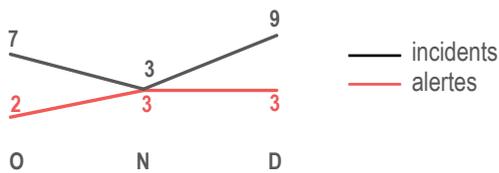
8 alertes
19 incidents

au 4^{ème} trimestre 2020

Contexte

Au 4^{ème} trimestre 2020, la région de Tombouctou faisait partie des 3 régions concentrant le plus d'alertes (21%) avec celle de Ménaka, après la région de Gao, et était la 4^{ème} région avec le plus grand nombre d'incidents (9%) après les régions de Gao, de Mopti, et de Ségou. Elle concentrait 14% des PDI du Mali, soit 43 180 PDI (7 766 ménages)².

Évolution des nombres d'alertes et d'incidents⁵ au cours du 4^{ème} trimestre 2020 :

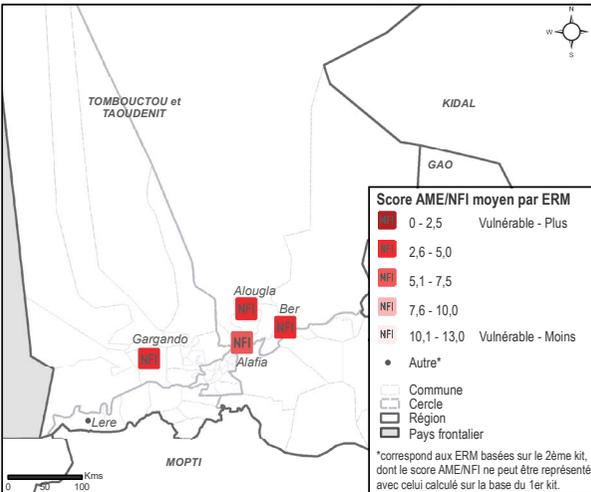


L'ensemble des alertes étaient principalement liées à des opérations militaires (50%), surtout au mois d'octobre, qui pouvaient amener les populations à se déplacer de façon préventive, et dans une moindre mesure, à des conflits intercommunautaires (25%). Le déplacement préventif¹¹ et l'insécurité alimentaire dans la localité de départ étaient les principales raisons de déplacement dans la région, respectivement dans 48% à 64% des localités évaluées dans le cadre du HSM, et environ un quart d'entre elles¹⁷.

Les données révèlent trois tendances différentes : le nombre d'incidents a diminué de 57% entre octobre et novembre, puis a augmenté de 200% en décembre ; le nombre d'alertes a stagné sur la même période, tandis que le nombre de violations rapportées par le suivi de protection a diminué au cours du trimestre⁶. Cela s'expliquerait par le fait que les incidents du mois de décembre n'auraient pas tous provoqué de mouvement de population ni de violation de protection, ou bien que quelques événements auraient échappé à la veille du RRM et/ou celle du cluster protection. Les données disponibles ne permettent pas d'apporter une explication précise.

NFI AME/NFI

NB : les différents indicateurs du score AME/NFI et les différentes pratiques opérationnelles des partenaires sont détaillés



Les localités évaluées présentaient des scores AME/NFI moyennement faibles au 4^{ème} trimestre 2020, compris entre :

- 3 à Ber (Tombouctou) et 5,6 à Aladia (Tombouctou) pour le 1^{er} score AME/NFI,
- 3,5 à Niafunké (Tombouctou) pour le 2^{ème} score AME/NFI (score acceptable, pour 1 ERM).

Ces scores relativement bas semblent donc indiquer un manque généralisé d'AME/NFI, qui ont pu être perdus lors du déplacement et/ou d'un manque plus général y compris dans les familles d'accueil.

A Ber (Tombouctou), tous les ménages avaient un score AME/NFI catégorisé comme vulnérable, et possédaient seulement des bidons et aucun autre article du kit. Dans les autres localités

Articles pour lesquels les besoins ont été évalués comme étant les plus importants sur l'ensemble des ERM :

- 1^{er} kit : - casserole ou marmite
- moustiquaire
- support de couchage
- couverture

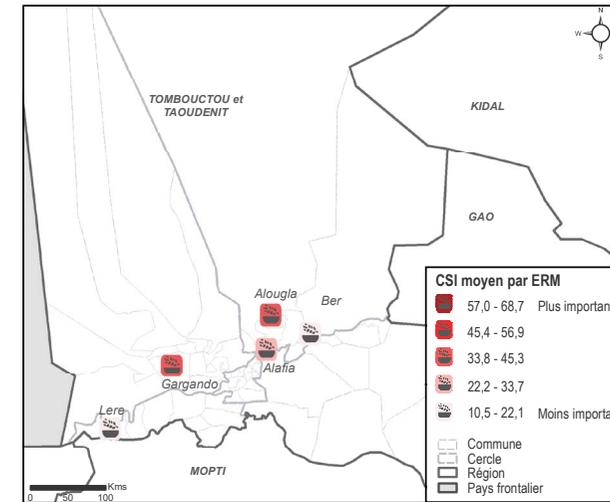
- 2^{ème} kit : - bassine
- outil aratoire
- casserole ou marmite

*Pour 100% des évaluations basées sur les deux kits.

Le bidon serait l'article ménager essentiel pour lequel les besoins étaient moindres dans la majorité des localités évaluées dans le cadre du RRM : environ la moitié des ménages en possédaient un. Les bidons étaient souvent prêtés par les familles d'accueil, et étaient déjà usagés.

Vivres

NB : les indicateurs du secteur de la sécurité alimentaire sont détaillés à la fin de cette fiche.



Selon les IC interrogés en octobre et en novembre 2020 dans le cadre du HSM, la production agricole et/ou pastorale était la principale source de nourriture dans presque la moitié des localités évaluées de la région, tandis que l'insuffisance de terres cultivables était identifiée dans environ la moitié des localités évaluées comme étant la cause principale expliquant l'accès limité des ménages à la nourriture¹⁷. Aucun ménage évalué dans le cadre du RRM ne possédait de stock alimentaire, ni de bétail. L'élevage était une part importante des ressources économiques des ménages mais pas la seule : ils pratiquaient aussi la pêche et le commerce.

Cette diversité d'activités économiques expliquerait en partie les meilleures qualité et diversité dans la consommation alimentaire des ménages par rapport à celles observées dans les autres régions. En effet, 3 ERM sur 5 ont indiqué un SCA moyen limite, avec au plus 30% des ménages qui avaient un SCA faible, ce qui était relativement peu élevé.

Toutefois, les recours aux stratégies de survie restaient importants, avec un CSI moyen sur l'ensemble des ERM de 27,2. Les stratégies privilégiées étaient la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants, et l'emprunt de nourriture ou la demande d'aide à la famille ou à des proches.

évaluées selon le 1^{er} score AME/NFI, une faible proportion de ménages possédaient des casseroles, des couvertures, et des supports de couchage.



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Aperçu des résultats des ERM

TOMBOUCTOU



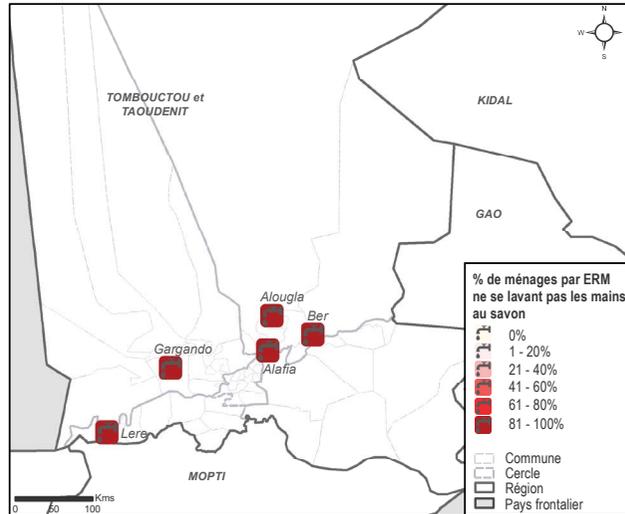
Proportion d'ERM rapportant les première et seconde principales sources d'eau des ménages utilisées pour la boisson, la cuisine, et l'hygiène :



*Pas de source secondaire utilisée par les ménages

Selon les IC, la majorité de la population avait accès à une source d'eau entre 30 minutes et une heure à pied dans plus de la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁷. Les ménages évalués dans le cadre du RRM s'approvisionnaient principalement dans des sources améliorées¹³, mais une proportion importante s'approvisionnait aussi dans des sources non améliorées. Il serait intéressant de connaître l'utilisation par les ménages de ces eaux respectives pour mieux comprendre les risques de maladies hydriques auxquels ces ménages peuvent être exposés.

Pratiques de lavage des mains par les ménages :



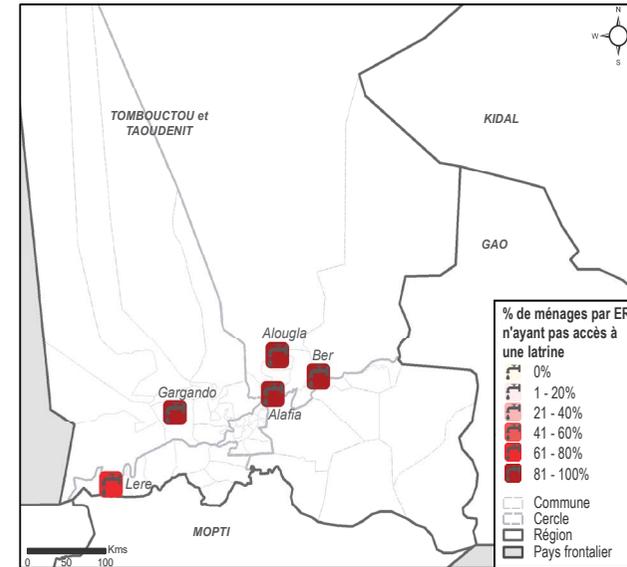
La majorité de la population se lavait les mains au savon dans 46% à 48% des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM selon les IC¹⁷. Cette proportion était plus importante que dans les autres régions. En revanche, aucune localité évaluée dans le cadre du RRM ne présentait une majorité de ménages se lavant les mains au savon : ils étaient au plus 10%. Ce résultat était probablement dû aux difficultés qu'avaient les ménages à se procurer du savon, qui ont été rapportées à Alafia (Tombouctou) fin octobre, alors que les moments-clés¹⁶ où il faudrait se laver les mains étaient pourtant connus des ménages d'après les enquêteurs.

De plus, la mise en pratique du lavage des mains au savon aux moments-clés était partielle, par exemple à Gargando

(Goundam), 10% des ménages se lavaient les mains au savon, dont : 75% après être passés aux toilettes, 50% avant de manger et avant de cuisiner. Les ménages privilégiaient donc des moments-clés par rapport à d'autres, probablement en raison des difficultés à se procurer du savon, qui ont été rapportées par les IC dans presque la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁷. Le manque de savon serait encore plus important chez les ménages évalués dans le cadre du RRM, probablement en raison du fait que les ménages ont dû se séparer de leurs produits de base en se déplaçant.

Accès des ménages aux latrines :

La population avait accès à des latrines dans presque la moitié des localités évaluées de la région dans le cadre du HSM¹⁷, tandis qu'aucune localité évaluée dans le cadre du RRM ne présentait une majorité de ménages utilisant les latrines : ils étaient entre 0% et 24%. A Ber et à Alafia (Tombouctou), aucun ménage n'a rapporté utiliser des latrines, tandis qu'à Léré (Niafunké), 24% des ménages les utilisaient. Les latrines étaient souvent artisanales et en mauvais état.



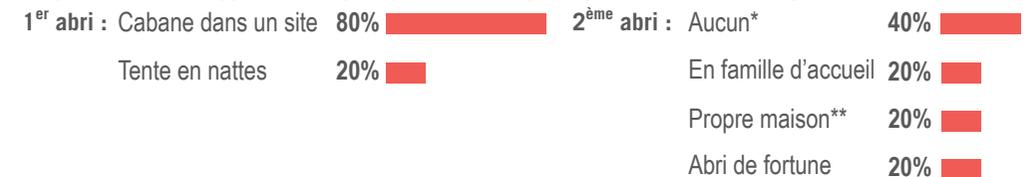
Cette faible proportion d'utilisation des latrines par les ménages pourrait être due au manque d'accès des ménages aux latrines dans les localités d'accueil, au manque de latrines dans les localités d'accueil, et/ou à l'habitude préexistante des ménages dans les localités de départ.

Abris

Une différence peut être observée en ce qui concerne les types d'abris principaux des ménages non-déplacés et déplacés rapportés par les IC en octobre et en novembre 2020 dans la région : les premiers vivaient surtout dans des maisons en dur dans 58% des localités évaluées dans le cadre du HSM versus 36% pour les PDI, qui vivaient davantage dans des cases (43%)¹⁷.

Des abris ont été détruits en octobre 2020 dans 9% des localités évaluées de la région selon les IC, principalement en raison des intempéries¹⁷. Les populations vivant dans des abris fragiles étaient donc vulnérables face aux aléas climatiques au début du trimestre, comme par exemple les ménages évalués dans le cadre du RRM qui vivaient dans des cabanes qui présentaient toutes des dégâts lourds mais réparables, ou non réparables concernant les tentes en nattes (à Niafunké, Tombouctou).

Proportion d'ERM rapportant les premier et second principaux abris des ménages :



*Pas d'abri secondaire utilisé par les ménages

**Résidence secondaire du ménage



Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) - Mali

Bilan trimestriel 01 octobre - 31 décembre 2020



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile



FROM THE AMERICAN PEOPLE



NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS



UNICEF



SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Aperçu des résultats des ERM

Informations sur les indicateurs

Score articles ménagers essentiels (AME/NFI)

Le score AME/NFI permet de mesurer la quantité et l'état des articles ménagers essentiels des ménages. Les acteurs du RRM utilisent 2 scores AME/NFI, basés sur deux méthodologies différentes, dont les seuils sont définis de la façon suivante :

1 ^{er} score AME/NFI	2 ^{ème} score AME/NFI	Niveau
< 13	> 3,8	Vulnérable : intervention recommandée
= 13	= 3,8	Limite : intervention recommandée
> 13	< 3,8	Acceptable : pas d'intervention recommandée

Kits AME/NFI

2 kits NFI différents sont évalués dans le cadre du RRM, qui comprennent les articles suivants :

1 ^{er} kit	2 ^{ème} kit
Bidon	Bidon
Casserole ou marmite	Casserole ou marmite
Support de couchage	Support de couchage
Couverture	Couverture
Moustiquaire	Bassine
	Outil aratoire

Les articles sont principalement évalués selon le 1^{er} kit, car un seul partenaire évalue selon le 2^{ème} kit.

Score de consommation alimentaire (SCA)

Le SCA est un indice basé sur la diversité alimentaire, la fréquence de la consommation d'aliments et l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments consommés par les ménages. Il est calculé sur les sept jours précédant l'enquête. Les seuils de sévérité sont définis comme suit :

Score	Seuil
<= 28	Faible
entre > 28 et <= 42	Limite
> 42	Acceptable

Pour en savoir plus sur le SCA :

WFP. *Food consumption analysis. Calculation and use of the food consumption score in food security analysis.* Technical Guidance Sheet. February 2009.

Disponible ici : <https://documents.wfp.org/>

Indice des stratégies de survie (CSI)

Le CSI permet de comprendre comment les ménages arrivent à faire face au manque d'accès à la nourriture. Il est obtenu en multipliant par leur pondération universelle, la fréquence d'application des cinq stratégies de survie suivantes sur les sept jours précédant l'enquête : 1. réduire la portion des repas ; 2. consommer les aliments les moins préférés ; 3. réduire la consommation des adultes ; 4. emprunter les aliments/l'argent chez des voisins/amis ; 5. réduire le nombre de repas par jour.

Cet indice n'a pas de seuil de sévérité défini. Il peut permettre de comparer l'évolution du statut de sécurité alimentaire d'un ménage, ou de comparer les situations de différents ménages entre elles.

Pour en savoir plus sur le CSI : WFP. *The Coping Strategies Index.* Fields Methods Manual. Second Edition. January 2008.

Disponible ici : <https://documents.wfp.org/>

- 1 REACH. *Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.* Octobre 2019
- 2 Direction nationale du développement social (DNDS). *Matrice de suivi des déplacements (DTM).* octobre 2020
- 3 L'événement peut être lié à un conflit, une violence ou une catastrophe naturelle.
- 4 Données consultées en janvier 2021. La version publique de la plateforme DHIS2 (District health information system) est disponible au lien suivant : <http://lrrm-mali-public.org/>
- 5 Les incidents sécuritaires comprennent les attaques et les affrontements armés, les violences, les opérations militaires, et les manifestations violentes. Tous les événements appelés "incidents" dans cette fiche sont des données directement tirées de [The Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\)](#)
- 6 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 11, novembre 2020
- 7 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 12, décembre 2020
- 8 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 7, juillet 2020
- 9 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 8, août 2020
- 10 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 9, septembre 2020
- 11 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 10, octobre 2020
- 12 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 11, novembre 2020
- 13 Cluster protection. *Rapport mensuel de monitoring de protection.* numéro 12, décembre 2020
- 14 DNDS. *DTM.* octobre 2020 et DNDS. *DTM.* janvier 2021
- 15 REACH - Humanitarian Situation Monitoring (HSM). *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Gao. Octobre 2020
- 16 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Gao. Novembre 2020
- 17 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Mopti. Octobre 2020
- 18 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Mopti. Novembre 2020
- 19 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Tombouctou. Octobre 2020
- 20 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Tombouctou. Novembre 2020
- 21 Selon la définition du RRM, les attaques armées sont perpétrées uniquement par des groupes armés non-étatiques.
- 22 Le déplacement préventif est ici défini comme un déplacement de population motivé par la peur d'une violence ou d'un conflit.
- 23 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Gao. Octobre 2020
- 24 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Gao. Novembre 2020
- 25 Selon l'OMS, les sources d'eau sont définies comme améliorées ou non améliorées selon si la structure de la source peut protéger l'eau d'une contamination. Cette catégorisation prend aussi en compte un critère de quantité d'eau disponible. Ainsi, une source d'eau améliorée peut correspondre à : un raccordement des habitations en réseau, une borne-fontaine, un puits foré, un puits creusé protégé, une citerne d'eau de pluie. A l'inverse, une source d'eau non améliorée peut correspondre à : un puits non protégé, un cours d'eau ou une étendue d'eau, une eau fournie par un vendeur, une eau en bouteille (selon un critère de quantité uniquement), ou un approvisionnement par camion-citerne. Pour plus d'informations : <https://washdata.org/> et <https://www.who.int/>
- 26 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Mopti. Octobre 2020
- 27 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Mopti. Novembre 2020
- 28 Aussi appelés les moments critiques, définis par les acteurs du secteur EHA. Les 5 moments-clés ou critiques sont : après la défécation ou l'usage des latrines, après avoir changé les couches ou lavé un enfant, avant de préparer de la nourriture, avant de manger, avant de donner à manger aux enfants ou l'allaitement.
- 29 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Tombouctou. Octobre 2020
- 30 HSM. *Factsheet. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières.* Mali - Région de Tombouctou. Novembre 2020

A propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement.

Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, l'analyse de données primaires et secondaires, la cartographie et des activités de formation des partenaires humanitaires. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).